

LE PRADET (Var)



25 ARR PM PERM 56

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'ORGANISATION D'UN MARCHE DOMINICAL D'ARTISANS CREATEURS ET DE PRODUCTEURS

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

- Vu le Code Pénal et notamment ses articles R610-6 et R644-2 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire,
- Vu l'Article L 2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code général de la Propriété de la Personne Publique ;
- Vu les Lois du 2 et 17 mars 1791 relatives à la liberté du commerce et de l'industrie ;
- Vu la Circulaire n° 77-705 du Ministère de l'Intérieur ;
- Vu la Circulaire n° :78-73 du 8 février 1978 relative au régime des marchés et des foires ;
- Vu l'Article L 2211-1 et 2 du C.G.C.T. relatif aux pouvoirs de police du Maire ;
- Vu la Loi n° : 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le Décret n° : 2009- 194 relatif à l'exercice des activités ambulantes du 18 février 2009, l'Arrêté du 31 janvier 2010 ;
- Vu le règlement Sanitaire Départemental du Département du Var, approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 février 1980, modifié en mars 2003 ;
- Vu la décision du Conseil Municipal de Le Pradet 25-DEC-DGS-010 en date du 03 février 2025 autorisant Monsieur Le Maire à fixer le tarif des droits de places sur le domaine public communal ;

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'occupation du domaine public sur la place Paul Flamencq, en ce qui concerne le marché hebdomadaire des artisans créateurs et producteurs du dimanche matin, de 7h00 à 13h00.

Entre :

La commune du Pradet, représentée par Monsieur Hervé STASSINOS, agissant en qualité de Maire, à ce dûment habilité par délibération.

Ci-après « La commune » d'une part

ET

L'association « CréartCompagnie »

Demeurant à Saint Mandrier et représentée par Madame Nathalie ESQUIER la Présidente

Ci-après dénommé « l'occupant » d'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE QUE

La Ville du Pradet souhaite proposer à la population un marché le dimanche matin, composé à la fois d'artisans créateurs et de producteurs locaux. A cette fin, elle souhaite confier l'organisation de ce marché à l'association « CréartCompagnie », qui se chargera du choix des artisans en veillant à garantir leur présence chaque semaine, et de l'accueil et du placement des producteurs locaux, conformément à la convention qui lie la commune et la chambre d'agriculture.

Ce marché sera positionné Place Paul Flamencq chaque dimanche, sauf lors de festivités organisées par la commune, et dont le calendrier sera fourni chaque année à l'association.

L'emplacement concerné est situé sous la fontaine, conformément au plan joint en annexe.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE 1 – CONDITIONS RELATIVES A L'OCCUPATION PRIVATIVE SUR LE DOMAINE PUBLIC

Article 1. – Objet et nature de l'autorisation :

La présente Convention est consentie pour l'organisation d'un marché dominical, place Flamencq au Pradet, pour des artisans créateurs et des producteurs (convention entre la commune et la chambre de l'agriculture), à l'exclusion de toute autre activité ludique ou de restauration ou de tout autre lieu d'implantation.

L'emprise couverte par la convention est précisément définie au sein du plan joint.

La présente Convention, portant occupation du domaine public, ne peut ouvrir au profit du bénéficiaire, de droit quelconque, au bénéfice de la législation sur la propriété commerciale.

A savoir :

- La Convention ne confère au bénéficiaire aucun droit à la propriété commerciale, ni à une indemnité d'éviction. Les stipulations de la présente convention, les usages et pratiques liés à l'exercice d'une activité commerciale ne peuvent être valablement opposés à la Ville,
- Le contrat ne donne au bénéficiaire aucun droit de maintien dans les lieux après cessation ou retrait pour quelque cause que ce soit,
- Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les lieux qui font l'objet de la présente Convention.

Article 2 - Caractère intuitu personæ :

La présente convention est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra céder à quelque titre que ce soit, son droit d'occuper le domaine public et /ou d'organiser ce marché dominical sous peine de résiliation immédiate.

Article 3 - Modification affectant l'emplacement et son utilisation

Le bénéficiaire s'engage à respecter la destination de l'emplacement occupé et ne peut modifier en tout ou en partie cette destination.

Article 4 - Durée de la Convention d'occupation

L'autorisation est consentie de manière hebdomadaire, le dimanche pour une durée précaire et révocable de 3 saisons d'exploitation, à compter du mois d'avril 2025 pour des périodes allant du premier dimanche d'avril au dernier dimanche de décembre de chaque année.

L'autorisation pourra être renouvelée 2 fois pour 1 saison supplémentaire, sur décision contraire expresse de la commune. Elle prendra fin au plus tard le 01 avril 2030.

Cependant, en raison de la domanialité publique des lieux, la présente convention est délivrée à titre précaire et révocable et l'attention du bénéficiaire est attirée sur le fait qu'il ne détient aucun droit acquis.

CHAPITRE 2 : MODALITES D'EXPLOITATION

Article 5 - Démarches Administratives

Le bénéficiaire fait son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exploitation du déballage.

Le bénéficiaire assure la mise en place du déballage artisanal et l'accueil et le placement des exposants et producteurs locaux, de nature à leur permettre d'exercer leur activité et ce en conformité avec les réglementations en vigueur et notamment :

- **Le registre des exposants :** Le bénéficiaire doit tenir un registre permettant l'identification des vendeurs, ce registre doit être tenu à la disposition des services de contrôle pendant toute la manifestation.
- **Les exposants seront exclusivement des artisans créateurs et producteurs ou agriculteurs.** Aucun professionnel (brocanteur, commerçant non sédentaire, revendeurs...) n'est autorisé à exposer et vendre.

Le bénéficiaire fait son affaire des réglementations en vigueur et des normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Article 6 - Principes généraux

Le bénéficiaire exploite sous sa responsabilité et à ses risques et périls, le déballage artisanal sur l'emplacement attribué par la présente convention.

Il est seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par ses adhérents ou par les installations dont il a la garde.

Le bénéficiaire s'engage à assurer, durant toute la durée d'ouverture de son déballage artisanal, une qualité de prestations proposées à la clientèle conforme à la qualité de représentation de l'image de la Ville et à maintenir les espaces occupés dans un état de propreté maximale.

Il s'engage à être personnellement présent du début à la fin de l'occupation du domaine public.

L'exploitation sur l'emplacement autorisé devra être assurée dans le respect des réglementations applicables à la sécurité publique.

Article 7 - Périodes et horaires d'exploitation

Le bénéficiaire s'engage à exercer son activité :

- Du premier dimanche de mars au dernier de décembre
- Les dimanches de 7 heures à 13 heures

La commune se réserve le droit de ne pas autoriser certains déballages dans le cadre de l'organisation d'autres manifestations.

Le bénéficiaire sera averti au moins 15 jours à l'avance par les services municipaux.

Article 8 - Affichage des Tarifs

Les tarifs doivent être indiqués en euros et affichés à la vue du public, de manière que l'utilisateur ne soit pas obligé de les demander.

Article 9 - Entretien et propreté du site

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux en parfait état d'entretien et de propreté.
A la fin du déballage il s'engage à ramasser les déchets issus de son activité, de ses clients et usagers et de les placer dans les bacs prévus à cet effet de sorte à rendre le domaine public dans le même état qu'il l'a trouvé.

CHAPITRE 3 - CLAUSES FINANCIERES

Article 10 - Redevance d'occupation du domaine public

En contrepartie de la mise à disposition définie à l'article 1er, l'occupant devra s'acquitter à la commune d'une redevance d'un montant de 40€ par déballage effectué du 1^{er} avril au 30 septembre et de 30€ du 1^{er} octobre au 31 décembre de chaque année, payable chaque trimestre échu à réception du titre de recette émis par la commune.

A défaut de règlement de tout ou partie de la redevance aux échéances ci-dessus dans un délai de 1 mois après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec avis de réception restée sans effet, la Commune aura la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

CHAPITRE 4 – ETAT DES LIEUX ET CONTROLES

Article 11 - Contrôle de la Ville

Pendant la durée d'exploitation des espaces occupés, la Ville se réserve la possibilité d'exercer notamment un contrôle de l'entretien, un contrôle de la qualité des prestations proposées par le titulaire, ainsi qu'un contrôle du respect des prescriptions de sécurité. Ces contrôles peuvent être exercés à tout moment et éventuellement par des agents communaux.

CHAPITRE 5 - RESPONSABILITES

Article 12 - Responsabilité

L'occupant est seul responsable des dommages corporels, matériels et immatériels, générés de son fait ou de celui de ses adhérents, ainsi que de toute dégradation aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature.

La Ville est déchargée de toute responsabilité en cas de disparition ou détérioration de matériel ou marchandises sur le domaine public ainsi qu'en cas d'accidents survenus aux usagers ou aux exposants.

CHAPITRE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION ET REGLEMENT DES LITIGES

Article 13 - Conditions de résiliation de l'autorisation

La présente convention pourra être résiliée par la Ville en cas de manquement de l'occupant aux obligations lui incombant, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet pendant quinze jours à réception de la demande, ou pour toute raison liée à l'intérêt général.

A compter de la date d'effet de la résiliation, le bénéficiaire sera tenu de libérer sans délai la portion du domaine public communal et de la remettre en l'état initial.

Article 14 – Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulon

Fait à Le Pradet le 08 mars 2025

L'occupant,
CréartCompagnie
Madame Nathalie ESQUIER



Le Maire,
Hervé STASSINOS

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

Annexe :

Plan et périmètre de l'occupation